

BANQUE CENTRALE DU CONGO
Direction des Analyses Economiques

**Note de conjoncture économique
au 14 juin 2024**

Juin 2024

Les développements économiques révèlent des signes de stabilisation de l'économie mondiale, après des années marquées par de multiples crises. Cependant, la croissance attendue en 2024-2026 devrait rester inférieure à la moyenne de la décennie d'avant pandémie de Covid-19 et inégale suivant les régions et les pays. Cette évolution a contribué au creusement des écarts de revenus entre les économies avancées et celles en développement. S'agissant de l'inflation, elle devrait poursuivre sa tendance baissière bien qu'à un rythme moins rapide qu'il y a quelques mois en raison du tassement des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Dans cet environnement, il est impérieux de renforcer la coopération internationale, en vue notamment de soutenir les économies les plus en difficulté.

Au niveau national, l'économie congolaise a connu de légères tensions au cours de la semaine sous examen aussi bien sur le marché des biens et services que sur celui des changes. Dans ce contexte, l'orientation restrictive de la politique monétaire reste de mise. Les fourchettes d'appel d'offre des Bons BCC ont été élargies, traduisant une ponction de la liquidité bancaire excédentaire, susceptible de perturber les marchés.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTÉRIEUR

La conjoncture économique à l'échelle mondiale laisse apparaître des signes de stabilisation, après près de quatre années marquées par de multiples crises dont la pandémie de Covid-19, l'accélération de l'inflation et les tensions géopolitiques. D'après les perspectives de la Banque mondiale, publiées le 11 juin 2024, la croissance mondiale devrait se stabiliser à 2,6 % en 2024 avant d'enregistrer une légère hausse en 2025 et 2026 à 2,7 %. Il convient de relever que ce niveau de croissance reste inférieur à la moyenne de la décennie pré pandémie (3,1 %) et demeure inégale suivant les régions et les pays.

Dans les économies avancées, l'activité économique devrait progresser plus lentement qu'au cours de la décennie pré-Covid-19, attestée par des taux de croissance de 1,5 % et 1,7 %, respectivement en 2024 et 2025. Concernant les pays émergents et en développement, le fardeau de la dette, les perturbations des chaînes d'approvisionnement affectant les échanges commerciaux ainsi que les effets du changement climatique devraient continuer à peser sur leurs économies. En effet, la croissance devrait légèrement ralentir à 4,0 % en 2024 et 2025 contre 4,2 % estimée pour 2023. En outre, la Banque mondiale souligne le creusement des écarts de revenus entre les économies avancées et celles en développement. S'agissant particulièrement des pays en développement, le revenu par habitant ne devrait augmenter que de 3,0 % jusqu'en 2026, soit une croissance inférieure au taux de 3,8 % enregistré dans la décennie d'avant pandémie.

Par ailleurs, les perspectives de la Banque mondiale font état de la poursuite de la baisse de l'inflation, bien qu'à un rythme moins rapide qu'il y a quelques mois, à 3,5 % en 2024 et 2,9 % en 2025. Cette évolution est expliquée par le tassement des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Ainsi, avec la persistance de l'inflation sous-jacente à un niveau relativement élevé, ce ralentissement lent de

l'inflation pourrait amener les principales banques centrales à rester prudente quant au changement leur orientation monétaire. Les taux d'intérêt devraient rester à des niveaux élevés, autour d'une moyenne de 4,0 %, en 2025 et 2026. Ce maintien des taux d'intérêt à leurs niveaux actuels induirait la poursuite du durcissement des conditions financières mondiales, lequel impliquerait une croissance beaucoup plus faible dans les économies en développement.

Dans cet environnement, les décideurs politiques sont appelés à promouvoir l'investissement public pour accélérer l'investissement privé et stimuler la croissance. Toutefois, pour les économies en développement, l'augmentation de l'investissement public dépend notamment des marges de manœuvre dont dispose chaque économie et de l'efficacité des dépenses publiques. Pour la Banque mondiale, dans une économie remplissant ces deux principales conditions, une augmentation de l'investissement public autour de 1,0 % du PIB peut augmenter le niveau de la production jusqu'à 1,6 à moyen terme.

En outre, les pays en développement devraient travailler à l'amélioration de la mobilisation des ressources et à l'efficacité des dépenses publiques, telles que celles liées à la santé, l'éducation et aux infrastructures de base, nécessaires à assurer une croissance solide, durable et inclusive. De même, le retour de la croissance mondiale à ses niveaux d'avant crises nécessite également le renforcement de la coopération internationale dans plusieurs domaines. A titre d'exemplatif, des actions ciblées et coordonnées à l'échelle mondiale sont de nature à contribuer à placer les pays en difficulté budgétaire sur une trajectoire budgétaire plus viable.

II. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTÉRIEUR

L'économie congolaise devrait demeurer résiliente au plan de la croissance, soutenue par les industries extractives. Cette situation est reflétée par la consolidation de la confiance des chefs d'entreprises quant à l'évolution de la conjoncture économique à court terme.

Au niveau des principaux marchés, il a été observé au cours de la semaine sous analyse une tendance aux poussées inflationnistes. En effet, sur le marché des biens et services, le rythme hebdomadaire de formation des prix s'est accéléré, portant le niveau cumulé annuel à 6,96 % contre 8,4 % à la période correspondante de 2023.

Au niveau du marché des changes, de légères tensions ont été enregistrées sur les deux segments du marché. La monnaie nationale s'est dépréciée de 0,7 % et 0,9 %, en rythme hebdomadaire, respectivement à l'indicatif et au parallèle, alors qu'au cours de la semaine précédente, il a été observé une relative stabilité du franc congolais.

Concernant la gestion des finances publiques, elle reste caractérisée par la poursuite des efforts de mobilisation des ressources domestiques suffisantes pour financer les dépenses contraignantes telles que celles liées à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat, à la sécurité et aux investissements. Au 14 juin 2024, les recettes publiques mobilisées ont atteint 1.362,1 milliards de CDF dont 785,3 collectées par les régies financières. Les dépenses exécutées se sont chiffrées à 1.068,7 milliards de CDF et ont concerné principalement les charges liées à la rémunération et aux frais de fonctionnement des institutions.

Au plan monétaire, l'orientation restrictive de la politique monétaire est maintenue afin de préserver la stabilité du niveau général des prix. Toutefois, la BCC reste disposée à utiliser tous ses instruments pour la réalisation de cet objectif de stabilité. S'agissant particulièrement des Bons BCC, l'encours s'est établi à 306,0 milliards de CDF, soit une ponction hebdomadaire de 12,0 milliards.

2.1. Secteur réel

Au regard de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives à court terme, l'économie congolaise devrait demeurer sur le sentier d'une croissance forte. L'inflation devrait ralentir en 2024 par rapport à l'année précédente à la faveur du resserrement monétaire. Cependant, en rythme hebdomadaire, il s'observe quelques volatilités du taux d'inflation d'une semaine à l'autre.

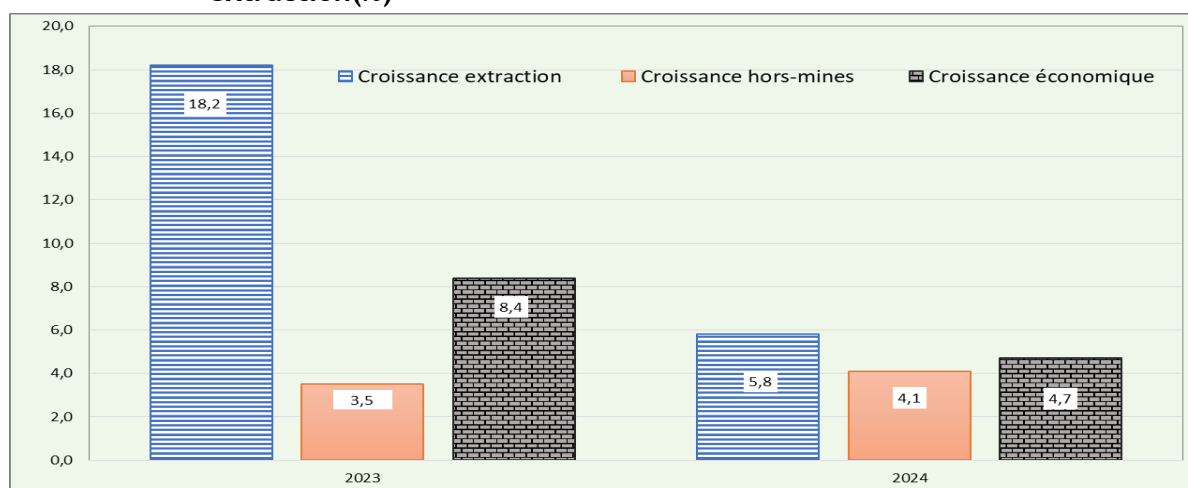
2.1.1. Croissance

Les prévisions renseignent une croissance de 4,7 % en 2024 contre 5,3 % prévue initialement. Dans un contexte de ralentissement des prix intérieurs comparativement à l'année dernière, les activités non extractives seront soutenues notamment par la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145T, ainsi que d'une bonne tenue dans les industries manufacturières et le commerce.

Pour rappel, en 2023 la croissance du PIB réel s’est située à 8,4 % contre de 8,9 % l’année précédente. Cette évolution de l’activité économique a résulté du ralentissement de la demande mondiale des produits miniers, dont les cours mondiaux ont globalement baissé.

La croissance des activités extractives s’est établie à 18,2 % en 2023 contre 22,0 % une année plutôt, consolidant la position du secteur porteur de croissance en RDC. Le PIB hors mines s’est fixé à 3,5 % en 2023 après une réalisation de 3,1 % l’année précédente, soutenue par la branche Bâtiments et Travaux Publics.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel, hors mines et la branche extraction(%)



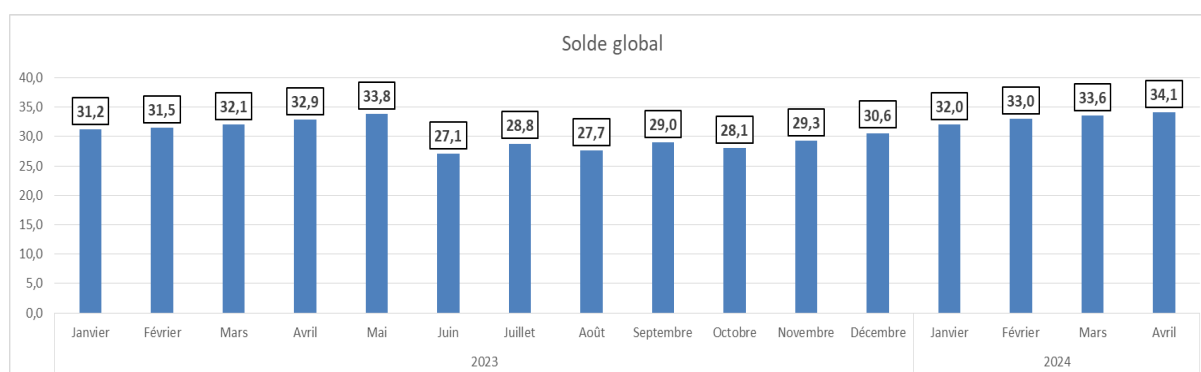
Source : Cadrage FMI.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Au mois d’avril 2024, les chefs d’entreprises ont été plus optimistes quant à l’évolution de la conjoncture économique, pour le quatrième mois consécutif. Ce comportement est attesté par le solde global brut de leurs opinions mensuelles qui a atteint 34,1 % contre +33,6 % un mois plus tôt, soit l’amplitude la plus élevée depuis le début de l’année.

Cette évolution est, en grande partie, le reflet du dynamisme de l’Industrie Extractive, en dépit du fléchissement observé dans les autres secteurs.

Graphique 2. Évolution du solde global d’opinions de chefs d’entreprises (%)



Source : Banque Centrale du Congo.

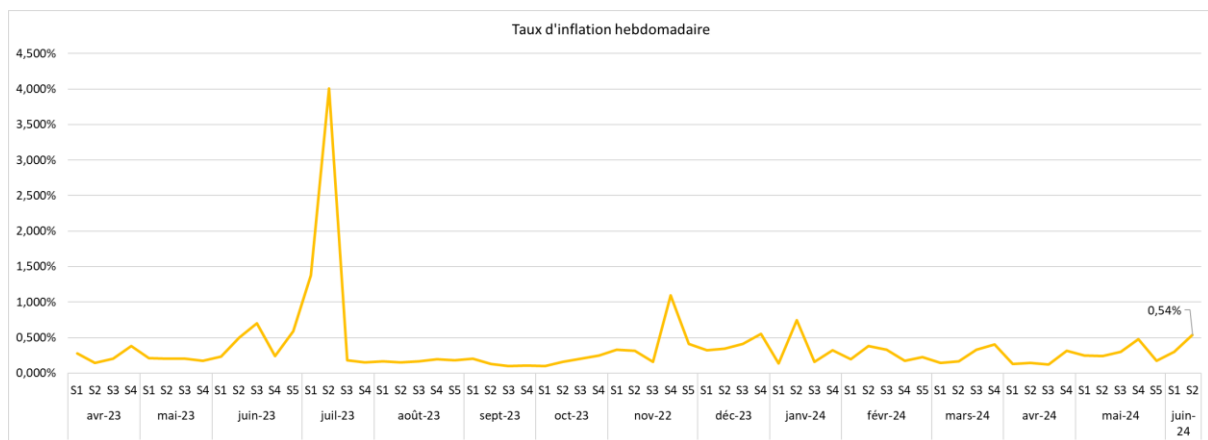
2.1.3. Marché des biens et services

Au cours de la deuxième semaine du mois de juin courant, l'inflation hebdomadaire a augmenté pour la deuxième semaine consécutive après un ralentissement enregistré à la dernière semaine du mois de mai dernier. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 0,54 % contre 0,30 % la semaine précédente, portant l'inflation cumulée à 6,96 %.

Cette évolution s'explique notamment par les anticipations des opérateurs économiques d'une hausse des prix des denrées alimentaires importées sur fond de l'augmentation des prix internationaux du riz et du maïs. En effet, les prix du riz et du maïs, sur le marché de Chicago, ont enregistré des accroissements respectifs de 1,99 % et 1,60 %. A ceci s'ajoute le comportement du franc congolais sur le marché des changes.

En termes de contribution à l'inflation, les fonctions de consommation ont principalement influencé le niveau général des prix. La fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » a contribué à l'indice global à 68,2 %, alors que les contributions des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « Biens et services divers » ont été de 8,9 % et 7,2 %, respectivement.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire 2023-2024



Source : Banque Centrale du Congo.

En glissement annuel, l'inflation est ressortie à 21,2% et en annualisée, à 15,7% contre une cible annuelle fixée à 11,3 %.

Pour rappel, le taux d'inflation mensuel s'est établi à 1,45 % au mois de mai contre 0,72 % au mois d'avril 2024. Cette reprise de l'inflation est localisée principalement au niveau des fonctions (i) transport, suite au rationnement de l'offre du carburant observé au cours de certains weekends (ii) produits alimentaires et boissons alcoolisées, consécutivement à la hausse de certains produits agricoles dont le blé et le maïs sur le marché international.

2.2. Finances Publiques

Pour le mois de juin courant, le plan de trésorerie prévisionnel renseigne un niveau des recettes publiques de 1.496,3 milliards de CDF et celui des dépenses publiques de 1.965,6 milliards, impulsées principalement par les dépenses d'investissement.

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat en 2024

Au 14 juin 2024, le tableau de suivi de la situation financière de l'Etat produit par la Banque Centrale du Congo renseigne une mobilisation des recettes de l'Etat de 1.362,1 milliards de CDF, dont 785,3 milliards collectées par les régies financières.

Concernant les recettes fiscales collectées par la DGI et la DGDA, elles se sont chiffrées à 409,0 milliards de CDF et 222,3 milliards, respectivement, alors que celles mobilisées par la DGRAD (la parafiscalité) ont atteint 154,1 milliards.

S'agissant des dépenses publiques exécutées, elles se sont établies à 1.068,7 milliards de CDF, dont 16,9 milliards pour la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat. Les frais de fonctionnement des institutions et ministères ont atteint 589,8 milliards de CDF.

En cumul annuel, au 14 juin 2024, la balance des opérations financières de l'Etat affiche un niveau des recettes de l'Etat de 15.019,1 milliards de CDF, dont 11,1 milliards collectés par les régies financières, et celui des dépenses publiques de 12.871,0 milliards.

2.2.2. Situation des Bons et Obligations du Trésor

Pour rappel, les résultats de l'adjudication du 04 juin 2024 renseignent que le Trésor avait levé 73,5 millions d'USD au titre d'Obligations du Trésor émises en dollar américain d'une maturité d'un an et 3 mois contre un montant annoncé de 20,0 millions d'USD. Le taux de couverture a été de 367,5 %.

A la même date, le Trésor a levé 62,53 milliards de CDF au titre des Bons du Trésor indexés pour une maturité de 6 mois, alors que les banques avaient soumissionné pour un montant de 202,56 milliards. Le taux moyen pondéré pour cette opération a été de 25,0 %.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, sur le marché des changes quelques pressions ont été observées dans ses principaux segments. Le niveau des réserves internationales se situe à 3,06 mois d'importations. Les cours des principaux produits énergétiques et céréaliers importés par le pays ont augmenté alors que ceux des produits miniers exportés ont globalement baissé.

2.3.1. Marché des changes, Budget en devises et réserves internationales

Au 14 juin 2024, le Franc congolais s'est déprécié de 0,72 % à l'indicatif et 0,87 % au parallèle d'une semaine à l'autre. Ainsi, les cours se sont établis à 2.834,18 CDF le dollar américain à l'indicatif et 2.852,51 CDF au parallèle.

Les facteurs explicatifs de la dépréciation notée en 2024 sont notamment le recul de l'offre des devises dans un contexte d'expansion de la demande des devises et le comportement spéculatif de certains agents économiques. En outre, il existe une composante structurelle de la dépréciation de la monnaie nationale qui est liée au déficit structurel du compte courant de la balance des paiements. Ce déficit qui reflète les pressions sur la demande des devises pour réaliser les importations des biens et services, traduit une insuffisance de l'offre par rapport à la demande des biens et services.

Dans les grandes villes, le taux de change moyen s'est situé à 2.806,90 CDF, soit un taux de dépréciation hebdomadaire de 0,10 %.

Par ailleurs, au 13 juin 2024, l'exécution du budget en devises s'est soldée par un excédent mensuel de 21,9 millions de USD, résultant des recettes de 255,6 millions et des dépenses de 233,6 millions. Ce solde a porté l'excédent annuel à 903,0 millions de USD.

Les réserves internationales se sont établies à 5.664,66 millions de USD au 13 juin 2024, soit un niveau correspondant à 3,06 mois d'importations des biens et services. Comparativement à la période correspondante de 2023, la Banque Centrale a accumulé près de 938,4 millions de USD.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 13 juin 2024, le prix du baril du pétrole a augmenté de 3,28 % d'une semaine à l'autre, se situant à 82,47 USD. Cette augmentation hebdomadaire est alimentée par les anticipations d'une baisse des taux d'intérêt directeurs par la Fed, susceptible de favoriser la demande du pétrole. Rapproché à son niveau à fin décembre 2023, ce cours a connu une hausse de 5,91 %.

La tonne du cuivre s'est négociée à 9.789,50 USD, en baisse hebdomadaire de 2,81 %. Cette évolution est expliquée par l'utilisation de matériaux de substitution, l'optimisation des chaînes d'approvisionnement et la négociation de contrats à long terme. Ces facteurs font partie des stratégies mises en place par de nombreux constructeurs automobiles pour compenser l'augmentation des prix du cuivre. Sur les douze derniers mois, le prix du cuivre affiche une hausse de 17,56 %.

Le prix du cobalt s'est situé à 26.642,00 USD la tonne, indiquant un repli de 0,16 %. Par rapport à fin décembre 2023, ce cours a reculé de 18,65 %.

Le cours de l'or a reculé de 2,54 %, pour s'établir à 2.309,47 USD l'Once. En glissement annuel, il a augmenté de 21,02 %. En outre, il convient de relever qu'au cours de l'année 2024, le prix de l'or est porté par les incertitudes liées à la solidité de l'économie mondiale et aux tensions géopolitiques.

S'agissant des produits agricoles, les prix du riz et du maïs ont enregistré des accroissements respectifs de 1,99 % et 1,60 %, se situant à 413,36 USD et 168,06 USD. Ces évolutions ont été encouragées par la publication du rapport mensuel du ministère américain de l'Agriculture (USDA), faisant état d'une baisse des prévisions de récolte mondiale de céréales pour la campagne 2024/2025. Sur les douze

derniers mois, le cours du riz renseigne une hausse de 24,67 %, alors que celui du maïs indique une baisse de 15,82 %.

2.3.3. Balance des biens

A fin avril 2024, le volume des échanges entre la RDC et le reste du monde a progressé de 21,27 %, en glissement annuel, contre une progression de 12,84 % enregistrée à la période correspondante de 2023.

Par ailleurs, le compte des biens affiche un excédent de 1.388,88 millions de USD contre un déficit de 2.252,32 millions réalisé en avril 2023. Rapproché au PIB, ce solde représente 1,86 % contre 3,17 % une année plus tôt.

2.4. Secteur Monétaire

Le Comité de Politique Monétaire tenu en date du 31 mai 2024 a décidé de maintenir inchangé le dispositif instrumental de la politique monétaire. Toutefois, ce Comité continuera à suivre de près la situation économique et financière du pays, et à utiliser les instruments de la politique monétaire de manière à contribuer au renforcement de la stabilité aussi bien des prix intérieurs que du taux de change.

Au cours de la semaine sous analyse, il s'observe une ponction de liquidité à travers les Bons BCC, une absence d'opérations au niveau du marché en banque ainsi qu'à l'interbancaire. Cette situation procède notamment de la hausse de la liquidité bancaire en monnaie nationale.

2.4.1. Comportement des agrégats monétaires

Au 14 juin 2024, la situation monétaire affiche une décroissance hebdomadaire de la monnaie centrale de 5,4 %, pour se situer à 8.902,5 milliards de CDF. Ce repli de l'offre de monnaie centrale résulte de la baisse enregistrée par les actifs extérieurs nets de 730,4 milliards de CDF alors que les actifs intérieurs nets ont augmenté de 218,2 milliards.

Pour ce qui est des composantes, la baisse de la base monétaire procède d'une diminution des engagements envers les autres institutions de dépôts de 552,9 milliards de CDF, contrebalancée par une hausse de la circulation fiduciaire de 32,2 milliards.

A contrario, les passifs monétaires au sens large ont enregistré une hausse hebdomadaire de 5,4 % pour se situer à 40.458,1 milliards de CDF. Cette progression est assignable à la hausse des actifs intérieurs nets de 2.156,9 milliards de CDF et d'une régression des actifs extérieurs nets de 85,5 milliards.

Au niveau des composantes, la hausse de cet agrégat est justifiée principalement par l'augmentation des dépôts transférables et autres dépôts respectivement de 1.480,2 milliards de CDF et 541,6 milliards.

2.4.2. Marché monétaire

Au cours de la semaine sous examen, il s'est observé une absence d'opérations sur le marché en banque ainsi que sur le marché interbancaire, combinée à une hausse des souscriptions aux titres de la Banque Centrale. Ce comportement tient de l'existence d'une forte liquidité bancaire en monnaie nationale.

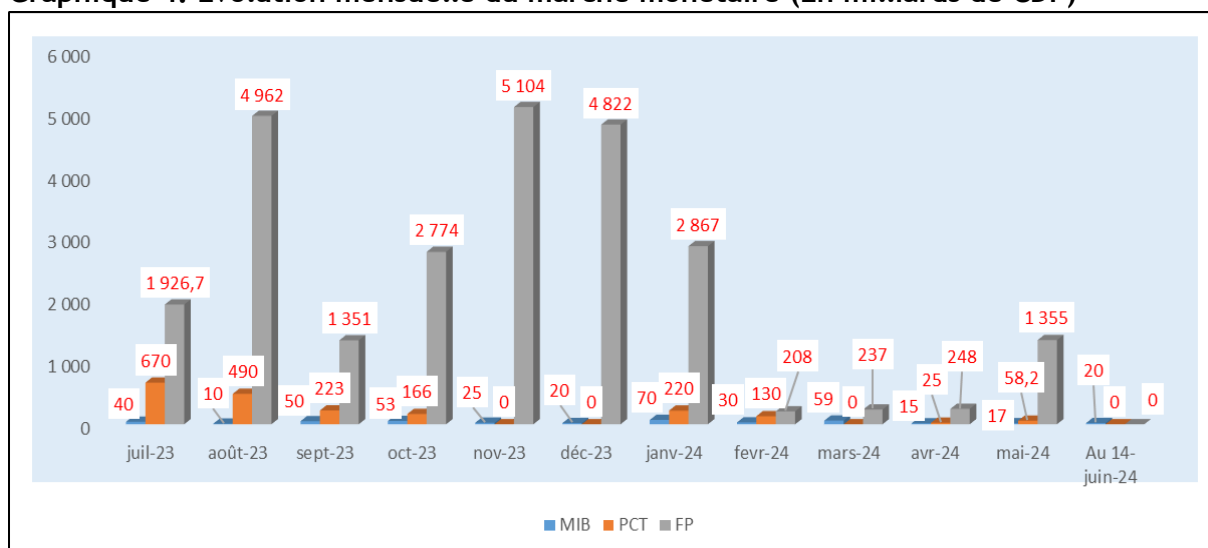
Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération au cours de la semaine sous étude contre un volume de 58,2 milliards réalisé au mois de mai. En cumul annuel au 14 juin 2024, il affiche des volumes d'opérations de 543,2 milliards. A titre de rappel, en 2023, le volume d'opérations y enregistré s'est chiffré à 3.474,0 milliards, soit une moyenne mensuelle de 289,5 milliards de CDF.

Durant la semaine sous étude, aucune opération n'a été signalée au niveau du guichet des facilités permanentes alors que le volume d'opérations y enregistré s'est situé à 1.355,0 milliards de CDF en mai. En cumul annuel, au 14 juin 2024, le guichet des facilités permanentes renseigne un volume d'opérations de 4.915,0 milliards de CDF. L'année précédente, il s'est observé un volume d'opérations exceptionnel de 21.569,7 milliards de CDF.

Le marché interbancaire n'a enregistré aucune opération durant la semaine sous étude contre une seule opération de 20,0 milliards de CDF la semaine précédente. En cumul annuel, au 14 juin 2024, il se dégage un volume d'opération de 211,0 milliards de CDF.

Toutefois, les taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés entre 25,0 % sur le marché interbancaire et des prêts à court terme et à 26,0 % sur celui des facilités permanentes.

Graphique 4. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



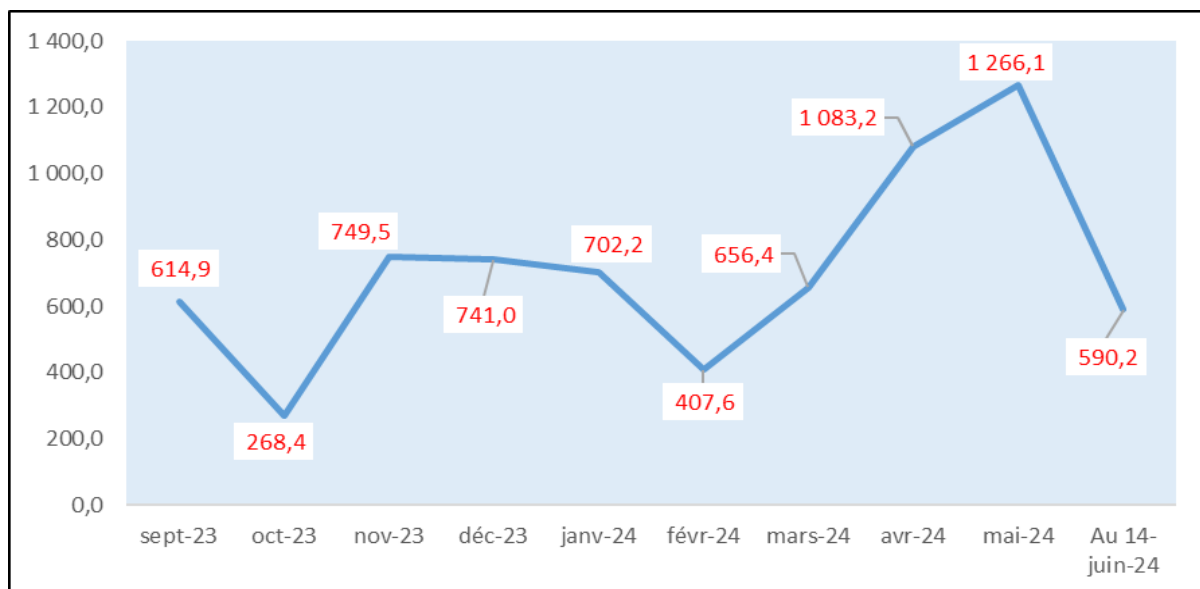
Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.3. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC

Au 14 juin 2024, les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo ont enregistré une baisse hebdomadaire de 309,5 milliards de CDF pour se situer à 2.992,0 milliards. La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant de 2.401,8 milliards de CDF, il se dégage une position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales de 590,2 milliards de CDF contre un niveau de 899,7 milliards une semaine auparavant. En moyenne journalière, la position nette des banques s'est située à 708,5 milliards de CDF contre 1.207,2 milliards la semaine passée.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en devises se situe à 1.095,7 milliards de CDF.

Graphique 5. Évolution de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales en compte courant à la BCC (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.4. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin avril 2024, les dépôts de la clientèle, dans le bilan consolidé du secteur bancaire, se sont situés à 12.209,9 millions de USD, traduisant une baisse mensuelle de 1,43 %. La structure de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des ménages, des entreprises privées et ceux des entreprises publiques qui ont représenté respectivement 34,3 % ; 30,9 % et 12,0 % du total, suivis de ceux des petites et moyennes entreprises, des ISBLM et de l'Administration publique. En 2023, les dépôts de la clientèle se sont accrus de 4,0 % pour s'établir à 12.031,4 millions de USD à fin décembre 2023.

Par ailleurs, les crédits bruts affichent une croissance mensuelle de 2,4 %, s'établissant à 7.712,2 millions de USD contre un niveau de 7.530,7 millions à fin mars 2023. Cette situation résulte principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, ménages et aux petites et moyennes entreprises. Quant à la

ventilation par monnaie, les crédits restent dominés par ceux en devises. En 2023, les crédits bruts avaient enregistré une croissance annuelle de 28,9 %, se situant à 7.278,7 millions de USD à fin décembre.

2.4.5. Évolution de l'émission monétaire

L'émission monétaire nette cumulée, au 13 juin 2024, s'est située à 460,2 milliards de CDF, tenant d'une mise en circulation des billets de 804,9 milliards et des destructions de 344,7 milliards de CDF. Les billets recyclés se sont établis à 2.279,3 milliards de CDF dont 70,2 % en provinces.

2.5. Etat des instruments de la politique monétaire

2.5.1. Le taux directeur

Le taux directeur est resté inchangé à 25 % l'an depuis la date du 08 août 2023. Ce dernier réajustement avait permis de relever l'attractivité des bons BCC à l'effet de permettre des arbitrages judicieux avec d'autres actifs notamment les devises.

A ce jour, il est resté réel positif à raison de 3,769 points de pourcentage par rapport à l'inflation en glissement annuel et 9,308 points comparativement à l'inflation annualisée.

Ce statut lui permet de soutenir les ventes des bons BCC, de lutter efficacement contre l'inflation et d'accompagner les anticipations anti-inflationnistes.

2.5.2. Les coefficients de la réserve obligatoire

En date du 31 mai 2024, le Comité de Politique Monétaire avait décidé de maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire. Le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale a été maintenu à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont également été maintenus inchangés, à savoir : 0,0% pour les dépôts à terme en monnaie nationale, 13,0% et 12,0% respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères. Au 16 mai 2024, la réserve obligatoire en CDF s'est située à de 2.401,9 milliards de CDF contre un niveau de 2.454,7 milliards de CDF à fin décembre 2023, traduisant une injection annuelle de la liquidité de 52,8 milliards de CDF.

2.5.3. Les fourchettes d'appels d'offres des bons BCC

La semaine sous analyse a été marquée par une ponction de la liquidité traduite par une hausse de l'encours des Bons BCC. En effet, la Banque Centrale a lancé un appel d'offres le 12 juin 2024, situant les bornes supérieures des fourchettes à : 300,0 milliards de CDF sur le Bon BCC à 7 jours, 50,0 milliards sur le Bon BCC à 28 jours et 50,0 milliards sur le Bon BCC à 84 jours. Lors de la séance d'adjudication, les souscriptions reçues et retenues ont porté sur les trois maturités de 7, 28 et 84 jours, à hauteur de 187,0 milliards de CDF, 19,0 milliards et 5,0 milliards, respectivement.

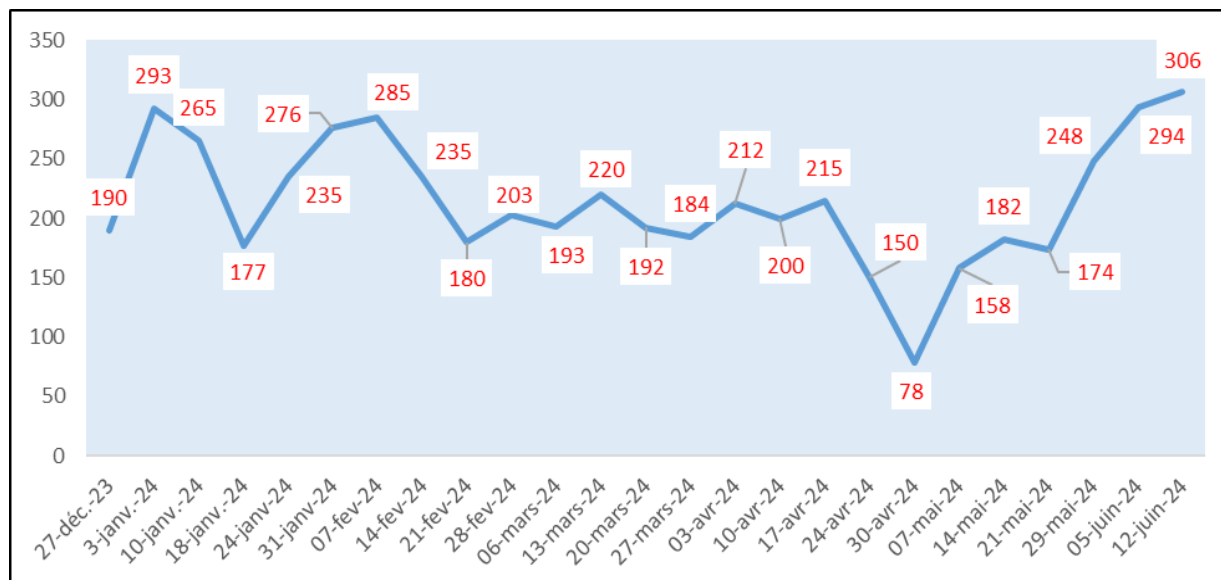
Tableau 2. Résultats de la séance d'adjudication du mardi 12 juin 2024

Titres de la BCC	Bornes supérieures des Fourchettes d'appel d'offre proposées (En milliards de CDF)	Soumissions Reçues (En milliards de CDF)	Soumissions Retenues (En milliards de CDF)
Bon BCC à 7 jours	300	187	187
Bon BCC à 28 jours	50	19	19
Bon BCC à 84 jours	50	5	5

Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours des Bons BCC est passé de 294,0 milliards de CDF la semaine précédente à 306,0 milliards, traduisant une ponction de la liquidité hebdomadaire de 12,0 milliards de CDF. Cet encours est réparti de la manière suivante : 187,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 91,0 milliards pour celle à 28 jours et 28,0 milliards pour celle à 84 jours. Au 14 juin 2024, les charges des Bons BCC ont atteint 24.289,02 millions de CDF.

Graphique 6. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

ANNEXES

Tableau 1. Évolution de l'indice national des prix à la consommation des ménages

Evolution de l'indice national des prix à la de consommation des ménages									
Année	Mois et semaine	Indice hebdomadaire	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Indice annualisé	Inflation annualisée	Indice mensuel	Inflation mensuelle	Inflation en glissement annuel
2023	Janvier						344,521	2,544%	
	I	336,56	0,174%	0,174%	367,838	9,484%			13,266%
	II	341,10	1,350%	1,527%	498,182	48,280%			14,688%
	III	343,71	0,764%	2,303%	498,511	48,378%			15,367%
	IV	344,52	0,236%	2,544%	465,750	38,627%			15,467%
	Février						349,999	1,590%	
	I	345,31	0,230%	2,780%	446,828	32,995%			15,599%
	II	345,89	0,168%	2,952%	432,317	28,676%			15,670%
	III	348,00	0,610%	3,580%	436,303	29,863%			16,266%
	IV	350,00	0,574%	4,175%	438,291	30,454%			16,819%
	Mars						355,161	1,475%	
	I	350,96	0,275%	4,461%	432,330	28,680%			17,003%
	II	351,90	0,267%	4,740%	427,450	27,227%			17,083%
	III	353,23	0,380%	5,138%	425,760	26,724%			17,036%
	IV	354,30	0,302%	5,456%	422,936	25,884%			17,009%
	V	355,16	0,242%	5,711%	419,554	24,877%			16,894%
	Avril						358,748	1,010%	
	I	356,15	0,277%	6,004%	417,215	24,181%			16,703%
	II	356,67	0,146%	6,159%	413,321	23,022%			16,639%
	III	357,39	0,203%	6,374%	410,698	22,242%			16,635%
IV	358,75	0,380%	6,779%	410,616	22,217%			16,867%	
Mai						361,594	0,793%		
I	359,51	0,213%	7,006%	408,562	21,606%			16,897%	
II	360,23	0,201%	7,221%	406,607	21,024%			16,868%	
III	360,97	0,204%	7,440%	404,887	20,512%			16,774%	
IV	361,59	0,173%	7,626%	403,029	19,959%			16,568%	
Juin						369,883	2,292%		
I	362,43	0,232%	7,876%	401,908	19,625%			16,421%	
II	364,26	0,505%	8,421%	403,356	20,056%			16,729%	
III	366,82	0,702%	9,182%	406,412	20,966%			17,287%	
IV	367,70	0,240%	9,445%	405,348	20,649%			17,300%	
V	369,88	0,593%	10,093%	407,215	21,205%			17,700%	
2024	Janvier						421,489	1,376%	
	I	416,33	0,135%	0,135%	445,929	7,254%			23,702%
	II	419,44	0,747%	0,882%	522,446	25,658%			22,965%
	III	420,12	0,163%	1,047%	498,040	19,788%			22,232%
	IV	421,49	0,325%	1,376%	496,595	19,440%			22,341%
	Février						427,108	1,333%	
	I	422,33	0,200%	1,579%	489,333	17,694%			22,305%
	II	423,96	0,386%	1,971%	492,399	18,431%			22,571%
	III	425,38	0,334%	2,312%	492,703	18,504%			22,235%
	IV	426,13	0,177%	2,493%	487,930	17,356%			21,752%
	V	427,11	0,229%	2,728%	485,709	16,822%			21,697%
	Mars						431,587	1,048%	
	I	427,71	0,141%	2,873%	481,742	15,868%			21,545%
	II	428,44	0,170%	3,048%	479,168	15,249%			21,290%
	III	429,86	0,331%	3,389%	480,358	15,535%			21,325%
	IV	431,59	0,402%	3,805%	482,745	16,109%			21,519%
	Avril						434,698	0,721%	
	I	432,15	0,131%	3,941%	479,959	15,439%			21,342%
	II	432,78	0,146%	4,093%	477,797	14,919%			21,342%
	III	433,32	0,124%	4,222%	475,573	14,384%			21,247%
IV	434,70	0,318%	4,553%	476,428	14,590%			21,171%	
Mai						441,005	1,451%		
I	435,77	0,247%	4,811%	476,213	14,538%			21,212%	
II	436,83	0,243%	5,066%	475,979	14,482%			21,263%	
III	438,15	0,301%	5,382%	476,483	14,603%			21,381%	
IV	440,23	0,477%	5,885%	479,006	15,210%			21,748%	
V	441,00	0,175%	6,070%	477,905	14,945%			21,679%	
Juin									
I	442,33	0,300%	6,388%	478,245	15,027%			21,430%	
II	444,70	0,537%	6,959%	481,011	15,692%			21,231%	
III									
IV									

Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise : Solde d'opinions pondérées (en %)

Branche	2023												2024			
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril
Solde global	31,2	31,5	32,1	32,9	33,8	27,1	28,8	27,7	29,0	28,1	29,3	30,6	32,0	33,0	33,6	34,1
Industrie manufacturière	8,7	7,4	7,2	6,6	11,0	10,4	10,3	12,1	11,0	13,2	12,9	13,8	13,1	12,0	12,8	12,6
Electricité et Eau	22,9	25,7	25,8	27,3	24,0	22,8	22,3	21,6	25,3	27,6	29,6	31,2	26,5	25,0	22,5	19,1
Industrie extractive	36,6	36,7	38,4	39,0	39,1	30,4	30,6	30,7	32,1	30,4	31,8	32,2	34,3	35,4	36,8	37,8
Construction	21,7	19,2	25,2	26,9	28,7	30,1	32,2	34,0	36,0	36,6	37,9	40,3	40,4	41,6	42,1	40,6
Services	11,6	14,2	17,9	16,5	15,2	10,5	18,9	11,4	12,0	9,7	12,4	17,8	18,2	16,8	18,1	16,4

Source : BCC

Tableau 3. Évolution des Opérations financières de l'Etat au 14 juin 2024
(En milliards de CDF)

	Cumul avril 2024	mai-24	Du 08 au 14 juin 2024	Cumul au 14 juin 2024
Recettes de l'Etat	10 337,0	3 330,9	1 362,1	15 019,1
Recettes des régies financières	8 471,3	1 916,0	785,3	11 130,6
Dépenses de l'Etat	8 555,7	3 246,6	1 068,7	12 871,0
dont Rémunération	3 455,5	878,6	16,9	4 350,9
Solde de la période	1 781,3	84,3	293,5	2 148,2

Source : Tableau de suivi des opérations financières de l'Etat (BCC).

Tableau 4. Cours des produits miniers, énergétiques et agricoles

	30-déc-22	30-juin-23	29-déc-23	31-janv-24	29-févr-24	29-mars-24	30-avr-24	31-mai-24	6-juin-24	13-juin-24	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	86,00	75,03	77,87	80,59	82,17	87,30	84,12	81,17	79,85	82,47	3,28
Cuivre LME \$/tm	8 379,00	8 327,50	8 531,00	8 541,00	8 468,00	8 874,00	9 989,00	10 064,00	10 073,00	9 789,50	-2,81
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	56 026,49	28 839,07	32 750,38	32 750,38	27 887,20	28 038,00	27 753,00	27 438,00	26 684,00	26 642,00	-0,16
Or New York \$/o.t.	1 824,82	1 908,40	2 070,39	2 032,52	2 055,75	2 232,14	2 325,58	2 345,25	2 369,67	2 309,47	-2,54
Riz Chicago \$/tonne	405,96	331,57	387,48	397,57	402,32	362,47	423,84	389,29	405,30	413,36	1,99
Blé Chicago \$/tonne	290,81	237,13	228,40	222,65	210,99	204,82	222,84	251,32	230,47	226,07	-1,91
Mais Chicago \$/tonne	249,45	199,63	172,01	164,48	157,95	161,73	166,73	163,28	165,40	168,06	1,60

Source : les échos.

Tableau 5. Évolution comparative de la balance des biens 2023-2024
(en millions de USD)

	CUMUL A FIN AVRIL 2024		
	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽²⁾	Variation (%)
EXPORTATIONS	8 661,65	12 563,63	45,05
IMPORTATIONS	10 913,97	11 174,75	2,39
SOLDE	-2 252,32	1 388,88	-161,66

Tableau 6. Évolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin décembre 2023				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle				
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen	en %	en CDF
29-déc.-23	2 668,95	2 670,00	2 703,33	2 686,67	-24,43	-20,35	-20,47	-20,41	0,66	17,72
31-janv.-24	2 731,00	2 683,75	2 736,25	2 710,00	-2,27	-20,76	-1,20	-0,86	-0,77	-21,00
29-févr.-24	2 766,62	2 734,38	2 763,81	2 749,10	-3,53	-22,22	-2,19	-2,27	-0,63	-17,53
29-mars-24	2 786,54	2 793,13	2 813,75	2 803,44	-4,22	-23,86	-3,92	-4,17	0,61	16,90
30-avr.-24	2 782,83	2 780,00	2 805,00	2 792,50	-4,09	-23,50	-3,62	-3,79	0,35	9,67
31-mai-24	2 812,73	2 810,00	2 828,75	2 819,38	-5,11	-24,32	-4,43	-4,71	0,24	6,65
7-juin-24	2 813,76	2 816,25	2 839,38	2 827,82	-5,15	-24,49	-4,79	-4,99	0,50	14,05
10-juin-24	2 821,35	2 824,38	2 845,63	2 835,01	-5,40	-24,70	-5,00	-5,23	0,48	13,65
11-juin-24	2 822,54	2 823,13	2 844,38	2 833,76	-5,44	-24,67	-4,96	-5,19	0,40	11,22
12-juin-24	2 829,04	2 838,75	2 861,25	2 850,00	-5,66	-25,08	-5,52	-5,73	0,74	20,96
13-juin-24	2 826,99	2 834,38	2 851,25	2 842,82	-5,59	-24,97	-5,19	-5,49	0,56	15,83
14-juin-24	2 834,18	2 843,13	2 861,88	2 852,51	-5,83	-25,20	-5,54	-5,81	0,65	18,32
Variation hebdomadaire au 01/14-juin-24					-0,72	-0,95	-0,79	-0,87		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 7. Évolution de la base monétaire

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	May-24	Jun-24	Var. hebdo en %	Var. hebdo en milliards de CDF	
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 30 Accélérée	au 31 Accélérée	au 07 Accélérée	au 14 Accélérée		
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_1SG										
									0	
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	6 662 530	6 718 065	6 919 015	7 115 623	8 594 343	9 622 890	9 850 937	9 120 546	-7,41	-730 391
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	2 486	2 454	2 500	2 556	3 089	3 438	3 506	3 246	-7,41	-260
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	14 650 721	14 706 256	14 907 206	15 047 979	16 695 556	17 700 017	17 952 150	17 197 673	-4,20	-754 477
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS (en mios de USD)	5 467,50	5 371,74	5 386,18	5 404,97	6 001,62	6 298,71	6 361,06	6 083,39	-4,37	-278
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	5 692 635	5 747 238	5 965 168	6 097 851	8 083 367	8 478 886	8 714 318	7 969 007	-8,55	-745 310
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)	2 124,43	2 099,29	2 155,30	2 190,24	2 905,76	3 017,29	3 087,78	2 818,90	-8,71	-269
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	13 680 826	13 735 429	13 953 359	14 030 207	16 184 580	16 556 013	16 815 531	16 046 134	-4,58	-769 396
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS (en mios de USD)	5 105,54	5 017,13	5 041,55	5 039,40	5 817,94	5 891,60	5 958,32	5 676,05	-4,74	-282
Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avois en DTS	2 354 039	2 354 039	2 354 039	2 337 530	2 387 450	2 380 286	2 387 450	2 380 286	-0,30	-7 164
Avois en devises	11 326 787	11 381 390	11 599 320	11 692 678	13 797 131	14 175 728	14 428 081	13 665 849	-5,28	-762 232
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	969 895	970 827	975 003	976 924	997 458	1 253 669	1 246 433	1 260 276	1,11	13 843
Dont										
Allocations en DTS TP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves obligatoires en ME	845 026	845 026	845 026	845 026	845 026	1 089 123	1 093 808	1 095 667	0,17	1 859
Garanties à MT en ME reçues des Banques agréées	107 184	107 184	107 184	107 290	109 813	109 666	109 813	109 666	-0,13	-147
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-7 988 191	-7 988 191	-7 988 191	-7 932 357	-8 101 213	-8 077 127	-8 101 213	-8 077 127	-0,30	24 086
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	2 241 969	2 006 633	1 507 975	1 448 739	151 299	-187 183	-436 311	-218 079	-50,02	218 232
CRÉANCES INTÉRIEURS	4 383 415	4 573 105	4 425 767	4 501 423	3 161 805	2 811 184	1 981 518	544 007	-72,55	-1 437 510
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3 456 008	3 624 223	3 416 478	3 083 481	924 332	15 944	1 008 234	-277 490	-127,52	-1 285 724
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 027 568	4 027 616	4 027 616	4 027 616	4 027 568	4 027 568	4 027 568	4 027 568	0,00	0
Dont Titres en MN	2 653 317	2 692 567	2 742 867	2 758 567	2 824 567	2 848 067	2 824 567	2 848 067	0,83	23 500
Avances et autres comptes supérs Trésor	1 374 252	1 335 050	1 284 750	1 269 050	1 203 002	1 179 502	1 203 002	1 179 502	-1,95	-23 500
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-571 560	-403 393	-611 138	-944 135	-3 103 236	-4 011 624	-3 019 335	-4 305 058	42,58	-1 285 724
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	813 593	833 000	881 150	1 233 416	2 060 027	2 612 723	795 838	638 980	-19,71	-156 858
Dont Comptes RME	349 078	481 919	478 937	523 694	1 162 542	349 231	417 785	418 495	0,17	710
RME en millions de USD	130	176	173	188	418	124	148	148	0,00	0
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	234 000	70 000	24 000	0	0	0	0	0	0	0
Autres	230 515	281 080	378 212	709 722	897 484	2 263 492	378 053	220 485	-41,68	-157 568
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	113 814	115 881	128 139	184 526	177 446	182 517	177 446	182 517	2,86	5 071
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	0,00	0
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	113 813	115 881	128 139	184 526	177 445	182 517	177 445	182 517	2,86	5 071
AUTRES POSTES NETS	-2 141 445	-2 566 472	-2 917 792	-3 052 684	-3 010 506	-2 998 367	-2 417 829	-762 086	-68,48	1 655 742
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	545 007	355 803	-84 928	-109 721	59 230	378 474	867 907	2 672 755	207,95	1 804 848
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-300 524	-387 277	-312 626	-294 067	-190 028	-361 439	-406 028	-419 439	3,30	-13 412
Dont Bon BCC	190 000	276 000	203 000	184 000	78 000	248 000	294 000	306 000	4,08	12 000
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-2 371 772	-2 397 984	-2 416 359	-2 489 117	-2 690 574	-2 822 747	-2 690 574	-2 822 747	4,91	-132 173
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-14 156	-137 013	-103 879	-159 779	-189 133	-192 655	-189 133	-192 655	1,86	-3 521
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-10 235	-133 035	-99 879	-155 759	-184 944	-188 480	-184 944	-188 480	1,91	-3 536
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	10 235	133 035	99 879	155 759	184 944	188 480	184 944	188 480	1,91	3 536
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-3 921	-3 979	-4 000	-4 020	-4 189	-4 175	-4 189	-4 175	-0,34	14
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASE MONÉTAIRE	8 904 500	8 724 698	8 426 991	8 564 361	8 745 642	9 435 706	9 414 626	8 902 468	-5,44	-512 158
CIRCULATION FIDUCIAIRE	4 831 991	4 676 851	4 634 528	4 622 355	4 613 878	4 819 401	4 962 205	4 994 457	0,65	32 253
Circulation fiduciaire hors système bancaire	4 527 576	4 218 618	4 162 647	4 182 594	4 181 393	4 404 265	4 529 719	4 579 321	1,10	49 601
Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)	304 415	458 234	471 881	439 762	432 485	415 136	432 485	415 136	-4,01	-17 349
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	4 063 206	4 015 859	3 747 736	3 892 530	4 080 246	4 556 210	4 400 903	3 847 915	-12,57	-552 988
Dont										
Avois des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo	3 195 683	3 155 278	2 888 640	3 032 467	3 219 124	3 702 382	3 301 558	2 992 054	-9,37	-309 505
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 454 699	2 452 733	2 481 006	2 376 023	2 396 662	2 401 888	2 401 888	2 401 888	0,00	0
Réserves nettes des banques commerciales	740 984	702 545	407 634	656 444	822 463	1 300 494	899 671	590 166	-34,40	-309 505
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	845 026	845 026	845 026	845 026	845 026	1 089 123	1 093 808	1 095 667	0,17	1 859
R.O en ME (En millions USD)	315	309	305	304	304	388	388	388	0,00	0
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	19 303	31 988	44 727	49 476	51 518	60 096	51 518	60 096	16,65	8 578

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau 8. Offre de monnaie

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	May-24	Jun-24	Var.hebdo en Var.hebdo en milliards de % CDF		
	SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS SID_3SG									
	au 29 Accélérée	au 31 Accélérée	au 29 Accélérée	au 29 Accélérée	au 30 Accélérée	au 31 Accélérée	au 07	au 14 Accélérée		
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	20 890 850	21 079 908	21 642 389	22 197 651	24 699 546	26 372 900	25 956 140	25 870 557	-0,33	-85 584
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	32 243 732	32 735 452	33 041 291	33 763 953	36 278 355	38 015 699	37 534 950	37 513 356	-0,06	-21 594
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-11 352 882	-11 655 544	-11 398 902	-11 566 302	-11 578 809	-11 642 799	-11 578 809	-11 642 799	0,55	-63 990
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	15 339 573	15 593 104	15 734 445	16 195 409	13 338 849	13 910 171	12 430 580	14 587 569	17,35	2 156 989
CRÉANCES INTÉRIEURES	22 741 079	23 547 781	24 479 600	24 494 406	22 813 949	22 173 269	22 897 851	21 879 835	-4,45	-1 018 016
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	2 444 259	2 476 692	2 714 797	2 225 480	116 461	-1 004 078	200 363	-1 297 512	-747,58	-1 497 875
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	4 528 146	4 486 599	4 790 772	4 817 241	4 808 772	4 707 617	4 808 772	4 707 617	-2,10	-101 155
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-2 083 887	-2 009 906	-2 075 975	-2 591 761	-4 692 310	-5 711 695	-4 608 408	-6 005 129	30,31	-1 396 720
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	20 296 821	21 071 089	21 764 803	22 268 926	22 697 488	23 177 347	22 697 488	23 177 347	2,11	479 859
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0		0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS DÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	254 174	298 299	306 267	227 353	178 651	175 303	178 651	175 303	-1,87	-3 347
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1 621 172	1 695 018	1 766 259	1 780 193	1 395 046	1 853 547	1 395 046	1 853 547	32,87	458 501
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	18 421 474	19 077 772	19 692 277	20 261 379	21 123 791	21 148 497	21 123 791	21 148 497	0,12	24 706
AUTRES POSTES (NET)	-7 401 506	-7 954 678	-8 745 154	-8 298 997	-9 475 100	-8 263 098	-10 467 271	-7 292 266	-30,33	3 175 005
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-130 514	-523 342	-1 023 810	-412 587	-1 237 086	139 895	-2 229 256	1 110 727	-149,82	3 339 983
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-60 034	-41 254	-24 643	-46 119	-35 436	-58 419	-35 436	-58 419	64,86	-22 983
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0		0
CRÉDITS	-23 037	-23 537	-23 794	-23 936	-23 916	-24 151	-23 916	-24 151	0,98	-235
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0		0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0		0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-7 187 921	-7 366 545	-7 672 907	-7 816 356	-8 178 662	-8 320 422	-8 178 662	-8 320 422	1,73	-141 760
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	36 230 424	36 673 012	37 376 834	38 393 060	38 038 395	40 283 071	38 386 721	40 458 126	5,40	2 071 405
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	4 527 576	4 218 618	4 162 647	4 182 594	4 181 393	4 404 265	4 529 719	4 579 321	1,10	49 601
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	20 690 490	21 393 885	21 623 919	22 462 363	21 541 938	23 022 109	21 541 937	23 022 108	6,87	1 480 171
AUTRES DÉPÔTS	11 012 357	11 060 509	11 590 268	11 748 104	12 315 065	12 856 698	12 315 065	12 856 698	4,40	541 633
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0	0	0	0	0	0	0	0		0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Autres institutions de dépôts

En Millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-23	Jan-24	Feb-24	Mar-24	Apr-24	May-24	Jun-24	Var.hedo en %	Var.hedo en milliards de CDF	
	au 29	au 31	au 29	au 29	au 30	au 31	au 07	au 14		
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS SAID 2SG										
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	14 228 320	14 261 843	14 723 374	15 082 029	16 105 203	16 750 010	16 105 203	16 750 010	4,00	644 807
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	17 593 011	18 029 196	18 134 085	18 715 974	19 582 800	20 315 683	19 582 800	20 315 683	3,74	732 883
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-3 364 691	-3 667 353	-3 410 712	-3 633 945	-3 477 596	-3 565 672	-3 477 596	-3 565 672	2,53	-88 076
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	17 632 561	18 269 864	18 662 476	19 271 357	18 419 172	19 105 640	18 419 172	19 105 640	3,73	686 467
CRÉANCES INTÉRIÈRES	24 122 853	25 138 897	25 991 349	26 356 115	26 434 962	27 641 490	26 434 962	27 641 490	4,56	1 206 528
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	4 951 595	5 331 221	5 056 367	5 129 716	4 722 791	5 666 682	4 722 791	5 666 682	19,99	943 891
NUMÉRAIRE	304 415	438 234	471 881	439 762	432 485	415 136	432 485	415 136	-4,01	-17 349
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU'ACTIONS DE RÉSERVES	4 046 929	4 029 707	3 818 032	3 732 297	3 999 636	4 087 473	3 999 636	4 087 473	17,20	687 826
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	600 251	833 280	766 484	957 657	200 669	564 073	200 669	564 073	94,06	273 404
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 011 750	-1 147 531	-701 681	-858 001	-807 870	-1 020 022	-807 870	-1 020 022	26,26	-212 151
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	500 578	458 982	763 155	789 625	781 203	680 049	781 203	680 049	-12,95	-101 155
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-1 512 327	-1 606 514	-1 464 836	-1 647 626	-1 589 074	-1 700 071	-1 700 071	-1 700 071	6,98	-110 997
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	20 183 007	20 955 208	21 636 663	22 084 399	22 520 042	22 994 830	22 520 042	22 994 830	2,11	474 788
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS DÉTACHÉES ET LOCALES	254 174	298 299	306 267	227 353	178 651	175 303	178 651	175 303	-1,87	-3 347
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1 621 172	1 695 017	1 766 258	1 780 192	1 395 045	1 853 546	1 395 045	1 853 546	32,87	458 501
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	18 307 661	18 961 892	19 564 138	20 076 853	20 946 346	20 965 980	20 946 346	20 965 980	0,09	19 634
AUTRES POSTES (NET)	-6 490 292	-6 869 033	-7 328 874	-7 084 757	-8 015 790	-8 535 851	-8 015 790	-8 535 851	6,49	-520 061
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	-4 651 107	-1 876 936	-2 048 531	-1 733 583	-2 503 786	-3 014 024	-2 503 786	-3 014 024	20,38	-510 238
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-4 816 148	-4 968 561	-5 256 549	-5 327 239	-5 488 088	-5 497 675	-5 488 088	-5 497 675	0,17	-9 587
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-23 037	-23 537	-23 794	-23 936	-23 916	-24 151	-23 916	-24 151	0,98	-225
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	131 458	305 060	295 625	306 057	872 589	171 175	872 589	171 175	-80,38	-701 414
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AUSENS LARGE	20 668 486	21 236 396	21 486 848	22 264 641	21 313 150	22 781 195	21 313 150	22 781 195	6,89	1 468 045
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AUSENS LARGE	11 004 823	11 052 975	11 582 734	11 740 590	12 307 390	12 849 036	12 307 390	12 849 036	4,40	541 646
TITRES AUTRES QU'ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AUSENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AUSENS LARGE	56 113	37 275	20 643	42 098	31 247	54 244	31 247	54 244	73,60	22 997
TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AUSENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vérification SID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vérification BCC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vérification AID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Pour mémoire :</i>										
<i>Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaie nationale</i>	3 283 527	3 264 112	3 174 592	3 164 206	3 133 778	3 697 348	3 133 778	3 697 348		
<i>Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaies étrangères</i>	28 963 768	29 534 439	30 219 475	31 321 372	30 832 293	32 484 182	30 832 293	32 484 182		
<i>Total dépôts de la clientèle des banques commerciales</i>	32 247 295	32 798 552	33 394 066	34 485 578	33 966 071	36 181 530	33 966 071	36 181 530		
Check	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Dépôts A VUE de la clientèle des banques commerciales</i>	25 856 047	25 595 340	26 008 662	27 027 640	26 154 108	27 874 054	26 154 108	27 874 054		
<i>Dépôts A TERME de la clientèle des banques commerciales</i>	7 191 249	7 203 212	7 385 405	7 457 938	7 811 963	8 307 475	7 811 963	8 307 475		
Vérification SID										
1. Crédits nets bancaires à la clientèle par terme (En mios de CDF)	18 634 472	18 874 797	19 673 970	19 991 791	20 463 079	20 845 178	20 463 079	20 845 178		
dont										
Crédits à long terme	675 578	691 747	694 847	658 211	635 034	708 604	635 034	708 604		
Crédits à moyen terme	5 732 281	5 750 072	6 727 784	6 301 537	6 285 317	6 876 111	6 285 317	6 876 111		
Crédits à court terme	10 964 360	9 965 931	9 644 254	9 833 956	10 358 651	10 258 651	10 258 651	10 258 651		
Crédits nets en souffrance	2 162 253	2 467 148	2 607 084	3 198 087	3 184 077	2 851 759	3 184 077	2 851 759		
Ventilation des crédits par monnaies										
MN (en mios de CDF)	684 298	653 582	669 225	680 794	693 171	626 883	693 171	626 883		
ME (en mios de USD)	6 699	6 656	6 867	6 936	7 107	7 195	7 005	7 152		

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Émission monétaire

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Cumul/An
Emissions autorisées	254 974,95	87 500,00	183 000,00	57 500,00	200 000,25	73 740,00	856 715,1976
Emissions réalisées=	119 459,93	111 498,85	122 780,39	111 503,68	248 075,14	91 637,56	804 955,55250
Destructions = (B)	73 677,61	45 656,09	41 247,15	65 125,75	86 023,18	33 008,75	344 738,53
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	45 782,32	65 842,76	81 533,24	46 377,93	162 051,96	58 628,81	460 217,02
Recyclage	500 925,08	450 947,37	438 800,59	408 050,59	369 126,01	111 486,53	2 279 336,17
dont au Siège	144 945,72	119 111,53	139 742,74	129 481,98	117 325,55	27 399,74	678 007,26
dont en provinces (*)	355 979,36	331 835,84	299 057,85	278 568,61	251 800,46	84 086,79	1 601 328,91

Source : Banque Centrale du Congo.